

rompit en s'écriant : « Assez, assez, misérable robin ; je sais » que la populace se grouille dans la rue, mais je la ferai » hacher par mes gardes. Quant à vous, messieurs du parlement, cessez vos représentations audacieuses, ou tremblez » pour vous, pour vos femmes et pour vos enfants ! » En prononçant ces derniers mots, elle rentra dans sa petite chambre grise avec Mazarin, et en ferma la porte avec violence, laissant les spectateurs glacés de crainte.

Les membres du parlement se retirèrent sans oser faire entendre un murmure, et reprirent la route par laquelle ils étaient venus ; mais arrivés à la Croix du Trahoir, un garçon rôtisseur, dont malheureusement l'histoire ne nous a pas conservé le nom, s'avança à leur rencontre avec deux cents hommes, leur barra le passage, et mettant la hallebarde dans le ventre du premier président : « Tourne, traître, » lui cria-t-il, si tu ne veux être massacré toi-même ; va au » Palais-Royal, et ramène-nous Broussel ou le Mazarin et » le chancelier en otages. »

Force fut au parlement de rebrousser chemin et de se rendre au palais, toujours suivi du terrible garçon rôtisseur et de ses deux cents hommes, qui brandissaient leurs hallebardes et vociféraient des blasphèmes contre la régente et le ministre. Le président, introduit de nouveau auprès de la reine, lui rendit compte de ce qui venait de se passer, et la supplia de se laisser fléchir, en termes si éloquents, que tous les assistants fondaient en larmes. Anne d'Autriche seule restait inflexible ; les princes, les princesses, les principaux seigneurs de la cour, Mazarin lui-même, tous s'étaient jetés à ses genoux pour obtenir la liberté du conseiller Broussel

et du président Blancménil ; et cette reine insolente faisait encore mine de résister ; enfin elle laissa tomber ces paroles : « Eh bien ! messieurs du parlement, pour aujourd'hui voyez » ce qu'il est à propos de faire ! » Ceux-ci, sur l'heure même, votèrent par acclamations un décret de remerciements à la régente, en reconnaissance de la liberté qu'elle accordait aux deux prisonniers, et annoncèrent au peuple que Broussel et Blancménil allaient être réinstallés dans leurs places. Ceux-ci revinrent en effet siéger au parlement, ou plutôt y furent portés en triomphe par les citoyens. L'on rompit les barricades, l'on ouvrit les boutiques, et en moins de deux heures Paris parut plus tranquille que jamais.

A la suite de ces événements, un conseiller du parlement, nommé Barillon, fit le quatrain suivant contre le cardinal :

Un vent de fronde  
S'est levé ce matin,  
Je crois qu'il gronde  
Contre le Mazarin.

Le mot de fronde fit fureur et servit à désigner l'opposition contre la cour et les troubles qui agitèrent le royaume pendant la régence d'Anne d'Autriche.

La concession accordée aux Parisiens procura un instant de calme, dont la reine et Mazarin se hâtèrent de profiter pour emmener à Saint-Germain le jeune roi, qui était dans sa onzième année ; puis, quand ils se virent à l'abri de tout danger, ils annoncèrent hautement leur intention de se venger de leurs ennemis. Les chefs de la fronde s'émurent de ces menaces ; et pour mettre le ministre dans l'impuissance

de les exécuter, ils se déterminèrent à donner force de loi à l'arrêt porté à l'occasion du maréchal d'Ancre, en 1617, par lequel il était dit qu'aucun étranger ne pourrait s'immiscer dans le gouvernement de l'état. Ils conclurent également, à l'instigation du coadjuteur de Retz, qu'on présenterait requête à la régente pour obtenir son retour et celui du jeune roi dans sa capitale.

Cet avis adopté, le parlement se mit en devoir d'en soutenir l'exécution; et sans nul doute une lutte terrible se serait engagée entre les deux partis de la cour et de la fronde, si le prince de Condé, dont les intérêts politiques étaient opposés à ceux de Mazarin, ne fût intervenu dans la querelle et n'eût proposé une conférence entre les princes et les membres du parlement. Le but de Condé, dans cette affaire, était de ménager les deux partis et de se réserver la faculté de se déclarer pour l'un ou pour l'autre, suivant qu'il jugerait utile à son ambition d'embrasser la défense de la cour ou celle du parlement, quand il aurait rassemblé des troupes et qu'il se serait mis en état de dicter ses conditions les armes à la main, soit à la fronde, soit au parti de la cour.

Le résultat des conférences fut un accommodement plus à l'avantage du parlement qu'à celui de Mazarin. La régente ramena le jeune roi à Paris, mais avec l'intention bien arrêtée d'en sortir aussitôt qu'elle aurait tiré une vengeance des ennemis du premier ministre. Le coadjuteur de Retz, qui connaissait le caractère implacable d'Anne d'Autriche, travailla à se rendre populaire pour avoir un puissant appui dans les Parisiens si la cour faisait quelque tentative contre lui. Ainsi, il profita de la faute énorme que commit le cardinal d'auto-

riser des emprunts sur les tailles à dix pour cent d'intérêts, pour lancer une bulle qui condamnait les prêts usuraires, et pour faire déclarer par une assemblée de théologiens que Mazarin était le plus fort usurier du royaume, et, comme tel, méritait d'être excommunié. Il agit également sur les membres du parlement, et les décida à renouveler les anciennes discussions sur les griefs reprochés au cardinal, et à lui faire sommation de retirer son édit sur l'emprunt. En outre, il fit habilement circuler dans Paris une foule de libelles d'une extrême violence sur la légitimité plus que suspecte du roi et de son frère, sur les goûts monstrueux de la régente, sur ses amours avec les dames de la cour, et sur ses relations avec le premier ministre.

Anne d'Autriche, exaspérée de voir les actes de son gouvernement et les secrets de son alcôve dévoilés par ses ennemis, résolut de mettre à la raison, tout à la fois, le parlement, le clergé et le peuple. Elle s'arrêta au parti que lui suggérèrent Mazarin et le Tellier, celui d'affamer Paris par un blocus rigoureux. Pour mettre ce projet à exécution, elle dut songer à quitter la capitale; et dans la nuit du 5 janvier 1649, elle s'enfuit du Palais-Royal avec la cour et revint à Saint-Germain. Dès le lendemain elle commença les hostilités en adressant au parlement une lettre de cachet qui exilait ce corps à Montargis.

L'assemblée reçut le message de la régente, et déclara, séance tenante, qu'on ne romprait point le sceau de cette lettre avant que la cour fût rentrée à Paris, qu'elle était prête à soutenir la lutte si on voulait l'attaquer, et rendit un décret portant que « Mazarin, comme ennemi de l'état et

» perturbateur du repos public, serait tenu, dans le délai de  
 » huit jours, de sortir du royaume; passé lequel temps, les  
 » sujets du roi devaient lui courre sus. » De son côté, le  
 ministre fit déclarer par la régente le parlement coupable de  
 lèse-majesté, et commanda aux troupes d'investir Paris.

De toutes parts on vit alors accourir les seigneurs brouil-  
 lons et ambitieux, qui espéraient, à la faveur des troubles,  
 travailler pour leurs intérêts personnels ou pour l'agrandis-  
 sement de leurs familles. Le duc de Bouillon, frère aîné de  
 Turenne, celui qui avait figuré si malheureusement dans les  
 conspirations formées sous le dernier règne, s'empessa de  
 se jeter dans la capitale avec sa femme, l'une des plus ha-  
 biles intrigantes du royaume; le duc de Beaufort, l'ancien  
 favori de la reine, s'étant échappé de Vincennes, où il était  
 détenu depuis six années, accourut à Paris, se jeta dans le  
 parti du mouvement, et affecta un langage et des manières si  
 ignobles, que les Parisiens le surnommèrent par dérision  
 « le roi des halles; » le duc d'Elbeuf, le maréchal de la  
 Mothe, les ducs de Vendôme et de Nemours, s'enfermèrent  
 également dans la ville assiégée; le prince de Marcillac vint les  
 rejoindre avec sa maîtresse la belle duchesse de Longueville,  
 qui avait à se venger de la régente, du cardinal et de son  
 frère même, le prince de Condé, qui s'était prononcé contre  
 le parti des frondeurs.

Les motifs de la haine de la duchesse pour son frère pro-  
 venaient de ce que le prince avait cessé ses relations ince-  
 tueuses avec elle, et l'avait quittée pour madame du Vigan,  
 la femme la plus lascive et la plus éhontée de la cour. Ma-  
 dame de Longueville, par dépit autant que par politique,

était alors devenue la maîtresse de son jeune frère, le prince  
 de Conti, et l'avait entraîné dans le parti de la fronde, ainsi  
 que le prince de Marcillac, son amant en titre. Turenne  
 céda également aux instances de ses amis, qui étaient pres-  
 que tous des frondeurs, et vint grossir le nombre des en-  
 nemis de Mazarin. Parmi les adversaires de la cour, celui  
 qu'on regardait, sans contredit, comme le plus actif et le plus  
 dangereux, c'était Gondy de Retz, le coadjuteur de l'arche-  
 vêque de Paris, qui déjà avait cherché à détacher le prince  
 de Condé du parti de la régente, et avait eu même avec lui  
 plusieurs conférences secrètes pour traiter des conditions de  
 sa défection; mais la crainte d'éprouver le sort des Guise,  
 les chefs de la ligue du temps de Henri III, l'emporta sur  
 l'ambition du vainqueur de Rocroi et le détermina à rompre  
 toutes ses relations avec les frondeurs.

Dans sa dernière entrevue avec Gondy de Retz, le prince  
 expliqua au coadjuteur les motifs de sa détermination, et fit  
 des aveux fort singuliers. « Je conviens que le Mazarin ne  
 » sait ce qu'il fait, dit-il au prélat; je ne mets point en doute  
 » qu'il ne perde l'état si on le laisse agir; d'un autre côté  
 » le parlement va trop vite en besogne. S'il se ménageait,  
 » comme nous l'avions concerté, nous ferions nos affaires  
 » ensemble; mais il va toujours de l'avant; et si je me joi-  
 » gnais à lui, nous aurions bientôt culbuté la royauté; ce qui  
 » ne serait pas dans mes intérêts, car je m'appelle Louis de  
 » Bourbon, et un Bourbon ne peut vouloir ni le bonheur du  
 » peuple ni le triomphe des libertés nationales. Ces diables  
 » de bonnets carrés sont tellement enragés, qu'au lieu de me  
 » mettre des leurs pour faire la guerre au ministre, je vais me

» trouver obligé de les étrangler de mes mains pour le compte  
 » de la régente et du Mazarin; ce que je ferai, parce que je  
 » suis bien décidé à ne pas leur permettre de couvrir leurs  
 » têtes du bonnet sicilien, ce qui, à mon avis, nous perdrait  
 » tous. Croyez-moi, lorsque le peuple aura goûté de la li-  
 » berté, il est à craindre qu'il ne veuille plus obéir à aucune  
 » aristocratie, et qu'il ne chasse les prêtres et messieurs du  
 » parlement comme les princes et les rois. »

Le coadjuteur comprit, d'après le raisonnement de Condé, qu'il ne devait pas compter sur lui pour soutenir la fronde. Il songea immédiatement à donner un nouvel aliment à la guerre civile en faisant révolter les autres parlements du royaume ainsi que plusieurs villes considérables. Mais à peine les hostilités étaient-elles commencées, que les Parisiens s'aperçurent que tous les nobles chefs de la fronde, à l'exception du coadjuteur, cherchaient à tirer le meilleur parti de la situation des affaires dans leurs intérêts personnels, et qu'ils faisaient bon marché de la cause du peuple. Ils cessèrent alors de les soutenir. Il s'opéra aussitôt une réaction dans les esprits, et ceux des frondeurs qui étaient les plus ardents quelques jours auparavant, demandèrent à entrer en accommodement avec la cour.

Une paix fut conclue entre le parlement et la régente, sans toutefois qu'elle satisfît aucun des partis. Le parlement conserva la liberté de s'assembler, ce que la cour avait voulu empêcher au moins pour le reste de l'année; la reine garda à la tête des affaires le Mazarin, dont le parlement et le peuple avaient demandé l'éloignement. Anne d'Autriche publia une amnistie générale, dans laquelle furent désignés tous les

hommes importants de la fronde, excepté Gondy de Retz, que le cardinal affecta de confondre dans la foule des rebelles ordinaires; ensuite la régente ramena son fils à Paris, et fit son entrée dans la capitale, ayant dans son carrosse le Mazarin et le prince de Condé.

De cette manière la tranquillité se trouva rétablie après deux mois des plus grands troubles; mais le calme n'était qu'apparent, et le cardinal ne se dissimulait pas toutes les difficultés de sa position. En effet, l'orgueilleux Condé ne tarda pas à réclamer le prix des services qu'il avait rendus à la cour; et sur le refus d'Anne d'Autriche de satisfaire à ses exigences, un jour de conseil il s'emporta contre elle et menaça de se jeter dans le parti de la fronde. Mazarin, qui avait prévu ce qui venait d'arriver et qui était sur ses gardes, fit un signe; des soldats entrèrent dans le conseil, arrêtèrent le prince de Condé, son frère le prince de Conti, son beau-frère le duc de Longueville, et les conduisirent à Vincennes.

Le cardinal-ministre, avant d'exécuter ce coup d'autorité, avait eu soin de prendre certaines précautions, entre autres celle d'acheter les chefs de la fronde, afin d'empêcher que cette arrestation ne relevât les espérances de ses ennemis et ne les déterminât à recommencer aussitôt les hostilités. Néanmoins, les choses ne se passèrent pas aussi tranquillement qu'il l'eût désiré. Paris ne s'émut pas, il est vrai, de la captivité d'un prince qui, tout récemment, l'avait assiégé; mais dans les provinces ses partisans se soulevèrent.

La duchesse de Longueville, qui avait renoué ses relations incestueuses avec le prince de Condé, activa la révolte,

et parcourut la France pour rattacher au parti de son frère tous les seigneurs qui étaient épris de sa fatale beauté. Elle leur prodigua à tous ses faveurs, gagna également Turenne, les associa à ses projets de vengeance, et, grâce à cette prostituée, la fronde reprit toute son activité, la guerre civile toute son énergie. Ce fut inutilement que la régente et le Mazarin entamèrent des négociations avec Turenne. Celui-ci, qui était sous le charme de la belle duchesse de Longueville, qui, en outre, avait de grandes prétentions pour sa famille, et n'aspirait rien moins qu'à la possession en toute souveraineté d'une partie de la France, se déclara hautement l'ennemi de la cour, se rendit à Stenai, lieu de réunion des chefs de la nouvelle ligue, vendit son argenterie, signa un traité d'alliance avec le roi d'Espagne, reçut des subsides, leva des troupes, et se trouva bientôt à la tête d'une armée.

Il ouvrit la campagne par la prise du Catelet, de la Capelle et de Réthel; il s'avança ensuite vers la Marne, pillant les bourgs, incendiant les villages, dévastant les campagnes et massacrant les cultivateurs sur son passage. Son intention était de pénétrer jusqu'à Paris ou du moins jusqu'à Vincennes pour délivrer les princes; mais les généraux espagnols qui l'accompagnaient, et qui avaient ordre de l'aider seulement à ruiner le royaume, à prolonger la guerre civile et non à faire triompher la fronde, l'obligèrent à se diriger sur d'autres points, où il continua d'exercer d'affreux brigandages. Enfin la cour envoya contre lui une armée de vingt mille hommes, commandée par le duc de Praslin, et le força à battre en retraite jusqu'à Réthel. Il voulut tenir bon dans cette place et attendre des renforts que lui avaient promis les

frondeurs; mais personne ne se mettant en mesure de lui envoyer des secours, il comprit qu'il avait commis une faute grave en donnant créance aux paroles des jeunes seigneurs qui composaient son nouveau parti; il se réconcilia avec la cour et abandonna la cause des princes.

Cette défection amena un changement notable dans les affaires; cependant elle ne découragea pas l'intrépide Gondy de Retz. A défaut de Turenne, il prit Gaston d'Orléans pour le drapeau de son parti et continua la lutte. A son instigation, le duc d'Orléans se déclara ouvertement en faveur des princes; il interpella le ministre en plein conseil pour lui réclamer l'élargissement des prisonniers, et pour lui annoncer qu'il ne remettrait plus les pieds au Palais-Royal tant que la régente n'aurait pas fait justice de l'intrigant étranger qui, au nom du roi, tyrannisait la France.

Le parlement adressa également une requête à la reine pour le même objet; les conseillers réclamèrent la liberté des princes en termes si énergiques, qu'il devenait impossible de refuser la demande sans châtier les audacieux. Mazarin penchait pour les moyens extrêmes, et voulait qu'Anne d'Autriche fit arrêter Gaston, le coadjuteur et tous les chefs de la fronde; d'autre part il redoutait que le peuple ne se mêlât de la querelle, ce qui le jetait dans une grande perplexité. Il quitta subitement Paris et se rendit à Saint-Germain, où il demeura plusieurs jours dans une agitation extrême, sans savoir à quelle détermination il devait s'arrêter. Enfin, sentant qu'il n'était pas en mesure de soutenir une lutte sérieuse, il résolut de mettre en liberté les princes de Condé et de Conti, et partit pour le Havre, où ils avaient été trans-